AVANT-PROPOS

Rien ne m'habilite en vérité plus qu'un autre à présenter ce recueil que l'Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis a souhaité consacrer à la Commune de Paris, dont – c'est là une générosité qui n'est pas si répandue, si habituelle, que je ne me plaise à la souligner d'emblée, que je ne m'y doive – il a choisi de confier la responsabilité à trois historiens, trois chercheurs qui n'étaient pas exactement des siens, quoique liés à lui par une fréquentation, disons plus, une amitié déjà longues: Miklos Molnar, professeur à l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales de Genève, Georges Haupt, directeur d'études à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes de Paris, moi-même, qui, je crois, n'ai guère d'autre titre que celui de compatriote de ces Communeux de 1871 que nous voudrions faire revivre, et qui s'essaie à être leur historien. La tâche était redoutable d'ailleurs: on appréciera si nous avons su la remplir! A notre équipe, l'I.I.S.G. a joint un de ses attachés de recherche, Tristan Haan, de la section française, qui fut l'animateur, vigilant, exigeant, implacable quand il le fallait et il le fallait souvent, dans tous les cas infatigable de notre entreprise. Tous ensemble nous avons conçu l'idée, dressé le plan, fixé les formes de ce recueil exceptionnel (j'entends en ce qui concerne son contenu, ses dimensions surtout, et n'oserais en rien préjuger de sa qualité). Le tout ordonnancé, bien, mal, le lecteur en décidera, il se trouve que j'ai plus spécialement veillé à la confection du volet traitant de l'événement-Commune, Miklos Molnar à tout ce qui touchait ses dimensions internationales, Georges Haupt à l'étude de ses échos, de sa légende, risquons le mot, du mythe de 1871. Ensemble encore, et en plein accord, nous avons bâti le reste. Rien donc qui me privilégie! Il eût fallu peut-être, au moins pour vanter suffisamment l'effort et la quantité du travail fournis, une voix plus éloquente que la mienne.

D'ailleurs, le projet formé, nous n'avons plus été en somme que d'ennuyeux, que d'agaçants contremaîtres de fabrication, et ma tâche au fond ne doit être ici que de formuler du moins mal que je le puis nos chaleureux remerciements à tous ceux, chercheurs, auteurs, savants,

qui ont accepté de participer à cette oeuvre, qui se sont pliés à notre demande, parfois si exigeante ou tatillonne. Qu'ils trouvent ici l'expression de tout le gré que nous leur savons, non seulement de nous avoir offert le secours de toute leur compétence, mais aussi de nous avoir, souvent plus qu'ils ne l'eussent voulu, cédé, souvent sur des points infimes. D'un autre côté, nous avons désiré, pour ce travail communautaire, la collaboration la plus internationale qui soit. Nous n'avons pu, ou su, l'étendre autant que nous l'aurions souhaité: hormis nos amis Ágnés Ságvári et János Jemnitz de Hongrie, les historiens d'Europe de l'Est, obligés à d'autres préoccupations, n'ont pu nous accorder l'aide que nous leur demandions: elle nous a cruellement manqué. Il me semble pourtant que le temps et l'espace historiques que nous sommes parvenus à couvrir ne sont pas négligeables.

Dans tous les cas, ces remerciements, nos remerciements, qu'ils aillent surtout à tous ceux de l'Institut qui nous ont assisté, à la section française, aux secrétaires de la *Review*, particulièrement à Mme E. Mulder-Nova qui, pendant deux ans ou plus encore, a consacré son temps à transcrire patiemment, difficilement, les documents obscurs, quelquefois illisibles qui nous étaient indispensables, ceux notamment du riche fonds Descaves. A toutes les sections qui ont recherché et retrouvé pour nous tant de pièces oubliées, trésors pour l'érudit, aubaine pour le chercheur: il ne nous a manqué que de la place pour reproduire en suffisance nombre de richesses inconnues. Celles que nous publions donneront au moins une idée de la valeur des fonds que recèle l'I.I.S.G.[1]

On verra que le plan que nous avons adopté est le plus classique qui soit. Je me bornerai donc à apporter ici quelques justifications minimales. De l'événement de 1871 lui-même, on trouvera peut-être que nous ne traitons que bien peu. C'est qu'au fond l'essentiel est déjà su, connu, et c'est pourquoi nous avons choisi de braquer nos feux d'une part sur un aspect mal éclairé encore, le rôle de l'Internationale, de l'autre sur un point pouvant encore faire l'objet de débat, les échos de la rébellion parisienne en province. Rôle de l'Internationale, autrement dit l'aspect *socialiste*, «annonciateur», de la Commune et il n'était que juste qu'après avoir été de ceux qui, à mainte reprise, ont insisté surtout sur les côtés traditionnels de l'insurrection,[2] j'essaie cette fois de

[1] Souvent là où l'un des collaborateurs parle d'un document publié ailleurs dans le recueil, le comité de rédaction s'est permis d'y renvoyer en note, ce qui n'implique pas que les auteurs aient pris connaissance de leurs contributions respectives. En règle générale, les documents ont subi quelques retouches légères de ponctuation et d'orthographe, pour en faciliter la compréhension.
[2] J'ai avancé jadis, dans Procès des Communards, Paris 1964 (2e éd. 1971), cette conclusion que l'insurrection communaliste de 1871 était «crépuscule, non pas

jeter un peu plus de lumière sur son autre face, avec l'appui de G. Langkau qui nous dit ce que fut cette Section allemande de Paris si peu connue, nous faisant mieux apercevoir par là qui fut Frankel, le ministre du Travail de la Commune, donnant un prélude aussi, du moins nous l'espérons, à de nouvelles recherches sur le rôle des étrangers dans le mouvement de 1871. Province! c'est une *problématique* que nous propose M. Moissonnier, pour un point rarement traité en son fond et qu'on commence, depuis de tout récents travaux à envisager sous un tout autre jour que naguère.[1]

Dimensions diplomatiques, internationales, de l'événement! Nous avons souhaité prolonger un travail qu'avait jadis entrepris dans la revue même de l'Institut le regretté G. Bourgin. On pourra bientôt comparer les résultats que nous avons obtenus, qui ne nous paraissent pas négligeables, à ceux du colloque qui s'est tenu à Strasbourg en octobre 1971, auquel d'ailleurs participaient aussi plusieurs de nos auteurs, consacré à «L'année 1871».[2]

Puis vient l'étude de la proscription, chapitre dont nous ne nous dissimulons pas les lacunes. Si M. Vuilleumier a bien voulu nous livrer quelques-unes des conclusions du grand livre qu'il achève sur les proscrits français en Suisse, si D. E. Devreese a su remarquablement ouvrir pour nous le volumineux dossier de la Belgique, force nous était de convenir que l'heure n'était pas encore venue d'obtenir et de présenter des résultats aussi substantiels, aussi solides pour la proscription en Angleterre: nous n'avons donc aventuré que quelques jalons, souhaitant qu'ils attirent, avivent l'attention de nouveaux chercheurs. Nous sommes heureux en revanche d'avoir pu déborder les étroits

aurore». A cette affirmation, je demeure fidèle, en ce sens du moins que la Commune m'apparaît d'abord comme la fin, l'achèvement du grand cycle révolutionnaire français du XIXe siècle. Sans m'abriter derrière ce mot de «dialectique», dont en histoire on mésuse si fréquemment, il est bien loin de mes intentions, il l'a toujours été, que de nier qu'elle était porteuse (consciemment et inconsciemment) des espérances d'un avenir socialiste meilleur. Aurore! mais qui doit briller dans quel ciel?

[1] Je pense ici aux livres – auxquels M. Moissonnier fait leur part –, de J. Gaillard, Communes de province, Commune de Paris, Paris 1971, et de L. M. Greenberg, Sisters of Liberty, Cambridge (Mass.) 1971, qui amorcent un véritable tournant dans notre connaissance plutôt rudimentaire de la France provinciale de 1871.

[2] Les Actes de ce colloque ne tarderont pas à être publiés dans la Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine. Nul en tout cas ne saurait aborder convenablement le problème, et nous moins que d'autres, sans la précieuse relecture préalable des textes pionniers de G. Bourgin qui fut le maître de plusieurs d'entre nous: «La lutte du Gouvernement français contre la Première Internationale», in: International Review for Social History», t. IV (1939); «Une entente franco-allemande. Bismarck, Thiers, Jules Favre et la répression de la Commune de Paris (mai 1871)», in: International Review of Social History, t. I (1956).

horizons européens, en direction de l'Amérique latine, grâce à M. Segall: on trouvera dans son article dense, parfois rude, aussi bien d'ailleurs des indications précieuses et neuves sur les proscrits et leur rôle dans le continent sud-américain, que sur l'écho, l'impact qu'y eut la Commune.

Mais qui dit proscription dit aussi retour. Qu'advint-il, après tant d'années d'exil, et leur climat souvent si débilitant, épuisant, des Communeux qui étaient parvenus à échapper aux massacres? Etaient-ce des hommes usés qui revenaient, des militants encore ardents? Ont-ils laissé leur marque, et à travers eux la Commune, sur le mouvement ouvrier et socialiste français précisément renaissant quand vinrent enfin les temps de l'amnistie? Miklos Molnar a eu l'idée de cette enquête sur le retour. Elle n'en est, on le verra, qu'à ses premiers pas, mais ne vaudrait-elle pas d'être systématiquement poursuivie?

Quels furent l'avis, l'attitude des «idéologues», de ceux du moins que nous n'avons su désigner autrement? B. Sapir fait revivre et l'action et l'interprétation qui furent celles d'un Lavrov, trop méconnu, du moins parmi nous, historiens occidentaux, en dépit du rôle remarquable qu'il a joué dans notre mouvement socialiste. Qui mieux qu'A. Lehning, dont nous savons tous la patience acharnée et érudite avec laquelle il ressuscite l'œuvre de Bakounine, pouvait nous parler de celui-ci? Nous lui disons simplement la reconnaissance que nous lui avons d'avoir accepté de distraire pour nous une partie d'un temps précieux qu'il eût préféré sûrement consacrer à la continuation de son immense travail!

Et Marx? On se scandalisera sûrement que nous ne lui ayons pas attribué au moins quelques pages, ne serait-ce qu'en pendant à celle que nous donnions à son vieil adversaire Bakounine! A parler franc, nous l'eussions désiré. Nul d'entre nous ne s'en est cru capable. Lui «attribuer quelques pages»! c'est tout un livre qu'il eût fallu, et au travers des opinions changeantes de Marx (je ne dis pas pour autant incertaines), c'est toute la notion de dictature du prolétariat, c'est toute sa théorie de l'Etat qui viennent en question. De copieux ouvrages ont déjà amplement abordé ces sujets: au lieu de risquer de n'en faire qu'un pâle résumé, et d'édulcorer tant de virulents problèmes, nous préférons renvoyer à ceux-ci.[1]

[1] Je ne mentionnerai évidemment ici que les travaux où l'on aborde un peu longuement les idées de Marx sur la Commune et l'Etat, et dans la liste déjà longue de ceux-ci, le Marx de Werner Blumenberg, Paris 1967, Nicos Poulantzas, Pouvoir politique et classes sociales, Paris 1968, J. Bruhat, Marx/Engels [Collection 10/18], Paris 1971; je ne puis manquer de rappeler tous les travaux de notre ami Maximilien Rubel, mais aussi et surtout en ce qui touche notre propos le recueil désormais fondamental, K. Marx et F. Engels, La Commune de 1871, traduction et présentation de R. Dangeville [Collection 10/18], Paris 1971. Me

Quel fut enfin le retentissement des événements de 1871 dans les autres pays, et surtout naturellement au sein de leur opinion ouvrière, de leurs mouvements socialistes? C'est un sujet qu'avant nous bien d'autres avaient déjà amplement abordé, sinon dans bien des cas épuisé. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes bornés à trois exemples expressifs, ou qui nous ont semblé tels, même s'ils sont, s'ils peuvent paraître étrangement inégaux et dans leurs dimensions et dans leur portée: une Hongrie où l'écho de la révolution parisienne prend des allures tout ce qu'il y a de plus «classiques»; une Roumanie toute proche où, semblerait-il bien, ce que l'on dit souvent «modèle» pourrait avoir eu quelquefois des effets plutôt contraires à ceux qu'on eût attendus; l'immense Chine enfin, si lointaine, si «distante» du développement européen, où Marie-Claire Bergère nous montre en experte qu'elle est des choses de là-bas et quelles affinités et quelles contradictions, quelles ressemblances et l'utilisation de quelle légende dorée on constate dans les retrouvailles de la dernière des révolutions du XXe siècle avec la dernière du XIXe. Légende, symbole, modèle, «laboratoire» que la Commune de 1871. Nous n'avons pas voulu entamer un tel débat. Au lecteur d'en juger, sur ces pièces et sur d'autres![1]

Notre recueil aurait pu tout classiquement s'arrêter ici. Et cependant nous avons voulu aller plus loin, dans une direction neuve, continuant une «percée» vers de nouveaux horizons qui avait déjà été accomplie au cours du Colloque universitaire de Paris en mai 1971, percée vers la littérature, faite par des littéraires eux-mêmes. On a beaucoup écrit déjà sur les œuvres inspirées par les événements de 1871, pendant ou après ceux-ci, et je songe tout particulièrement à la remarquable thèse que leur avait consacrée autrefois E. Schulkind. Mais voici qu'E. Schulkind lui-même, et Anne Roche[2] nous invitent à dépasser, à déborder ce qui a déjà été fait, à quitter de vieilles habitudes un peu trop commodes, à apprendre à lire ce qui a été écrit sur la Commune non pas seulement en son contenu (en l'information de surface qu'il procure), mais de façon plus appropriée, *en ce contenu dans sa forme même*. Expérience riche, croyons-nous, d'avenir! Dossier qu'on vient

permettra-t-on d'ajouter que j'ai naguère essayé de me pencher sur ce difficile et délicat problème, dans «Karl Marx, l'Etat et la Commune», in: Preuves, novembre et décembre 1968?

[1] Georges Haupt a tenté de mettre quelque peu en ordre les données principales de ce difficile problème lors des journées du Colloque de Paris de mai 1971. Actes à paraître dans *Le Mouvement Social*, numéro spécial d'avril-juin 1972.

[2] Anne Roche a déjà proposé, avec G. Delfau, éditeur des lettres d'exil de Vallès, un rapport sur «La Commune et le roman» au Colloque français de 1971. Remercions-la d'avoir bien voulu développer encore ici pour nous ses idées neuves qui nous provoquent à la réflexion avec tant d'insistance.

d'ouvrir, qui ne sera pas fermé de si tôt, et l'on ne pourra pas ne pas mettre en œuvre les suggestions pertinentes qu'ils nous apportent. Cela d'ailleurs est déjà commencé, en France notamment.

Ce n'est pas sans quelque regret que nous laissons ce recueil partir son chemin, incomplet, inachevé sur bien des points, pas aussi «accompli» peut-être que nous l'eussions voulu. Mais le voilà déjà assez épais et le temps presse. Puisse-t-il être de quelque utilité à l'érudit et au chercheur! Puisse-t-il, c'est notre premier souhait, ne pas déplaire au lecteur moins averti mais qui porte lui aussi quelque intérêt à ceux qui se dressèrent en 1871 pour un avenir qu'ils voulaient meilleur, que pour ce crime on massacra!

Jacques Rougerie

1870-1871

AUX CITOYENS FRANCAIS,

DE LA VILLE DE NEW YORK.

CITOYENS!

Les Sections de l'Association Internationale des Travailleurs réunies en assemblée générale, ont pris la résolution de provoquer une grande manifestation contre la guerre.

Les délégués de ces Sections furent chargés de demander à plusieures autres sociétés d'envoyer aussi des délégués se joindre à eux, et former un Comité de Mass Meeting.

Le Comité a décidé que ce Mass Meeting aura pour objet de dénoncer la continuation de la guerre actuelle entre la France et la Prusse, comme portant atteinte aux intérêts et aux sentiments de l'humanité.

Considérant que la Prusse a depuis longtemps atteint le but qu'elle s'était donné, le renversement de l'Empire qui lui avait déclaré la guerre; et que la menace constante qu'elle voyait dans le maintien d'une armée permanante a disparue avec l'avènement de la République Française.

Mais loin de se montrer satisfaite de ces résultats, elle semble avoir entrepris le démembrement et l'anéantissement de la nation française, pour s'être déclarée en République.

Or, le gouvernement du peuple par le peuple sous le nom de République, étant la seule forme de gouvernement de droit, il est du devoir de tout citoyen de soutenir le libre essor d'une nation quelconque vers ce but.

C'est pourquoi les délégués sus-désignés font appel à tous les citoyens, de se réunir en un Grand Mass Meeting, pour l'acceptation de résolutions qui représentent ces idées.

Ces résolutions seront présentées au gouvernement de Washington, en lui demandant d'employer toute son influence, non seulement pour empêcher la destruction de la nouvelle République Française, mais encore pour prévenir le retour de toute guerre dynastique, despotique, ou d'agrandissement territorial, en insistant sur la nécessité de l'abolition des armées permanentes et de l'établissement d'un Congrès Arbitral Universel.

En conséquence, les citoyens français sont instamment priés de participer au

GRAND MASS MEETING

des Sociétés Internationales: Française, Allemande, Zchèque; Sociale Démocratique Allemande, Libres-Penseurs Allemands, New-Democratic Américaine, plusieurs Sociétés de Femmes.

Le meeting aura lieu au

COOPER INSTITUTE,

SAMEDI, 19 Novembre 1870,

À 8 HEURES DU SOIR.

LE COMITÉ.